

Grand format 1/2

La Malaisie et l’Indonésie concentrent à elles deux 85 % de la production d’huile de palme. Cette huile végétale, la plus fabriquée au monde, a doublé ces trente dernières années, et devrait encore doubler d’ici à 2050. Face à cette expansion, le Belge Benoît Goossens et l’équipe du centre de recherche “Danau Girang Field Center” recueillent des informations sur les systèmes écologiques et les changements de l’habitat d’espèces tropicales dans un paysage fragmenté et dominé par les palmiers à huile.

- En Malaisie, l’expansion des monocultures de palmiers engendre de multiples problèmes sociaux et environnementaux.
- C’est sur ce terrain difficile qu’œuvre le biologiste Benoît Goossens.
- Mais le consommateur final a aussi un rôle à jouer.

Un Belge au secours de Bornéo

Reportage Virginie Nguyen Hoang
À Bornéo (Malaisie)

La route, qui trace son sillon entre la ville de Sandakan et le village de Batu Puteh, traverse un paysage monotone piqué de milliers de palmiers à huile, reléguant la forêt tropicale aux souvenirs et à l’histoire. La circulation y est souvent mise à mal, ralentie par les dizaines de camions transportant du bois et de l’huile. Dans les années 1990, l’État de Sabah et l’ensemble de l’île de Bornéo (où convergent la Malaisie, le sultanat de Brunei et l’Indonésie) étaient encore considérés comme une des zones les plus sauvages de la terre. Aujourd’hui, il reste moins de 10 % de forêt vierge à Sabah, le reste étant exploité par l’industrie forestière et les plantations de palmiers à huile.

Arrivés à Batu Puteh, au bord du fleuve Kinabatangan, Peter Bin Asun et Ashraft Yusni chargent, sur un bateau, plusieurs dizaines de kilos de vivres pour nourrir la vingtaine d’occupants du centre de recherche Danau Girang Field Center (DGFC). Trente minutes de navigation suffisent au responsable de la logistique et à l’assistant de recherche pour rejoindre leur base, en pleine forêt tropicale. Le chant des cigales y est assourdissant, l’air chaud particulièrement humide.

Le centre a été créé par Benoît Goossens, un Bruxellois de 53 ans, qui fera de sa passion pour les animaux sauvages sa vie. Après une thèse sur la génétique des marmottes alpines, il part étudier les pandas roux en Chine, puis une espèce endémique d’oranges-outans à Bornéo. Il tombe amoureux de la région et, avec l’aide de l’université de Cardiff et du département de la faune de l’État malais de Sabah, il décide de fonder un centre de recherche dans le sanctuaire du Bas-Kinabatangan, qui souffre de l’implantation massive de palmiers à huile. “Nous cherchons à savoir comment la faune réagit aux destructions de ses habitats, à la déforestation et à l’implantation de palmeries, comment elle s’adapte à ce type de paysage”, explique Benoît Goossens. Nous suivons donc différentes espèces, leurs déplacements dans les terres pour voir comment elles font face aux fragmentations de l’environnement.”

Dans le bâtiment principal du centre, stagiaires, doctorants, volontaires et chercheurs discutent de leurs observations lors de leurs sorties en forêt. “Tous les matins, nous rejoignons en bateau plusieurs endroits

de la forêt qui entoure le fleuve Kinabatangan. Nous plaçons des pièges et des caméras cachées: les pièges pour pucer ou placer un collier GPS sur les animaux et les caméras pour observer les déplacements à travers la forêt et les plantations”, décrit Miriam N. Kunde, responsable de la conservation des carnivores, tels que l’ours malais, le sanglier à barbe, le chat à tête plate, le chat-léopard ou la panthère nébuleuse.

Collaborer avec les planteurs de palmiers à huile

L’idée derrière ces recherches est également de pouvoir identifier les meilleures solutions pour établir des corridors adaptés aux différentes espèces entre les plantations de palmiers à huile et les surfaces de forêt tropicale restantes afin que les animaux puissent se déplacer, se nourrir et se reproduire. “On examine quelle est la taille des domaines vitaux des différentes espèces, pour donner des conseils sur les meilleurs corridors à établir, la taille des couloirs, le type de terrain, etc. On utilise nos résultats pour essayer d’influencer les décisions gouvernementales lors de la construction de routes ou de ponts. On leur donne les informations pour que l’environnement soit protégé.” Il s’agit aussi de dialoguer avec les propriétaires des plantations de palmiers à huile pour qu’ils tendent vers une production durable et cohabitent en intelligence avec la faune.

Abdelkarim Habel Ahmed est de ceux-là. “J’étais guide de promenades en bateau sur le Kinabatangan”, raconte-t-il en sirotant un thé devant sa maison, à quelques kilomètres du centre de recherche. “Puis, j’ai remarqué que l’industrie du palmier à huile était en train d’exploser et pouvait rapporter beaucoup plus d’argent.” C’était il y a une vingtaine d’années. “Alors je me suis lancé. J’ai rasé mes 10 ares de terrain pour planter des palmiers à huile.”

Abdelkarim, comme beaucoup d’autres petits propriétaires, s’est jeté dans l’inconnu, sans se soucier des bonnes pratiques de préservation environnementale. “Je n’utilisais que des produits chimiques et autres fertilisants nuisibles à l’environnement. Tout ce qui comptait, c’était le profit, reconnaît-il. De nos jours, les mentalités changent et nous nous faisons guider par des ONG qui promeuvent les critères de développement durable”, comme ceux de la table ronde pour une

huile de palme durable (RSPO – lire ci-contre) dont il est aujourd’hui certifié. Abdelkarim Habel Ahmed se fait aussi conseiller par Hutan, qui travaille notamment sur la cohabitation entre les hommes et la faune sauvage.

“Je pense que les entreprises locales de palmiers à huile essaient de s’orienter vers un modèle plus durable et cela consiste en partie à comprendre les espèces qui s’y adaptent. Il faut encourager la coexistence avec la faune et l’adoption de pratiques qui ne lui soient pas toxiques”, commente Richard Burger, un doctorant venu étudier les pythons réticulés.

Les efforts de certains propriétaires de plantations rendent en tout cas Benoît Goossens optimiste. “Je crois qu’ils reçoivent bien le message, ils participent à des conférences, ils obtiennent des certifications, certains nous permettent d’utiliser leur site pour nos recherches.” Mais d’autres restent hermétiques, alors que “Sabah a aussi besoin de sa faune pour générer des revenus du tourisme”. “C’est un combat constant, poursuit le Belge. Il faut toujours être présent, rappeler au gouvernement les bonnes réglementations, les enjeux vitaux. Et, dès qu’il y a un changement de gouvernement, il faut tout remettre sur la table.”

40 kilos

La consommation belge

La Belgique est le deuxième pays plus gros consommateur d’huile de palme d’Europe, derrière les Pays-Bas: un Belge en consomme en moyenne 40 kg par an, notamment via les agrocarburants utilisés dans nos voitures.

Arrêter la production ?

Si, pour beaucoup de défenseurs de l’environnement, le boycott de l’huile de palme et l’arrêt de sa production sont les solutions, ce n’est pas pour autant l’avis de Benoît Goossens. “La production d’huile de palme a permis à la Malaisie de se développer. Qui sommes-nous, en Europe ou aux États-Unis, pour critiquer un pays qui essaie de se développer? On a tous fait ça dans nos pays! Ce que je pense, c’est qu’il faut travailler avec les planteurs et essayer de trouver des solutions pour que la faune et l’industrie puissent vivre en harmonie”, plaide-t-il.

D’autant que, “si l’on arrête la production d’huile de palme, on devra la remplacer par une autre culture. Cela veut dire encore plus de déforestation! Car les gens ne vont pas cesser de cuisiner avec l’huile de palme, d’utiliser du shampoing ou de manger du Nutella! Mais on ne peut pas certifier des plantations qui abattent encore des arbres, c’est scandaleux! Il faut s’assurer que la forêt ne soit plus coupée et que des corridors soient amé-



Tombé amoureux de Bornéo, le biologiste Benoît Goossens (à gauche) a fondé un centre de recherche dans une zone qui souffre de l’implantation massive de palmiers à huile.

nagés pour que les animaux puissent traverser les plantations sans se faire tirer dessus”, estime le chercheur belge, pour qui l’existence d’initiatives locales, la présence d’ONG et l’existence de son centre de recherche se révèlent indispensables. “Sans nos interventions, cette région aurait été un gâchis.”

La préservation de la faune et de la flore n’est en outre pas le seul indicateur d’une production durable, il y a aussi le bien-être des ouvriers des plantations ainsi que le respect des droits des autochtones (comme vous pourrez le lire prochainement dans le second volet de ce reportage).

Sensibiliser les consommateurs

Pour Benoît Goossens, tout comme ses collègues et collaborateurs, la seule solution aux problèmes environnementaux et sociaux réside dans la production d’huile de palme durable. Mais l’offre doit aussi pouvoir répondre à une demande. L’Union européenne est le deuxième importateur et troisième consommateur mondial d’huile de palme, derrière l’Indonésie et l’Inde.

Le consommateur, de plus en plus sensibilisé, apporte dans ce contexte une pierre à l’édifice. Dans les supermarchés, il est encore difficile de savoir d’où provient l’huile de palme consommée. Si certaines marques commencent à indiquer “huile de palme durable” sur leurs étiquettes, beaucoup d’autres préfèrent ne pas le mentionner, car de nombreux consommateurs boycottent les produits contenant de l’huile de palme, au profit de produit n’en contenant pas du tout.

Il n’en reste pas moins que plusieurs grosses entreprises et fédérations de l’industrie alimentaire belge telles que la Fevia (Fédération de l’industrie alimentaire) ou Aigremont par exemple, ont décidé d’aller

de l’avant, en créant une alliance pour l’huile de palme responsable, la “Belgian Alliance on Sustainable Palm Oil” (Basp). Les membres signataires de la charte de l’alliance s’engagent volontairement à n’utiliser sur le marché belge que des produits certifiés RSPO.

Plusieurs bémols sont cependant à relever. Toutes les grandes marques alimentaires ne sont pas membres de l’alliance. Pas plus que la fédération de commerces et services Comeos, qui regroupe les grandes chaînes de distribution, et que l’industrie des agrocarburants. De surcroît, les membres de la Basp ne tiennent pas totalement leurs engagements, relève Béatrice Wédeux, chargée des politiques forestières au WWF Belgique. “Nous avons constaté que certains signataires de la charte de la Basp ne sont pas du tout en ligne avec leurs promesses.” En janvier dernier, le Fonds mondial pour la nature a publié un rapport sur les engagements de 173 entreprises internationales en faveur d’une huile de palme “zéro déforestation”. Ces entreprises sont notées, entre autres, sur la traçabilité de leur huile de palme, la promotion des petits producteurs et leur participation à la certification RSPO. Onze entreprises belges, dont certaines sont membres de la Basp, figurent dans ce baromètre; aucune dans le top du classement.

Selon Béatrice Wédeux, la solution idéale passe par la loi. “Pour l’instant, il n’existe aucune législation en Belgique pour l’importation d’huile de palme durable. Il faut que cela change et qu’on s’aligne sur les directives européennes en la matière. Il faut aussi plus de coopération avec les pays producteurs. On ne peut pas juste leur dire: ‘Nous voulons de l’huile de palme durable sans déforestation, débrouillez-vous!’ Il faut soutenir cette transition, soit financièrement, soit via des projets sur le terrain.”

Repères

Le label RSPO, encore trop peu répandu

La table ronde sur l’huile de palme durable (RSPO) réunit, depuis 2004, producteurs, ONG environnementales et sociales, sociétés agroalimentaires, détaillants, banques et investisseurs. Actuellement, seuls 19 % de l’huile de palme produite mondialement est certifiée et de nombreuses ONG dénoncent des faiblesses dans son mécanisme, notamment au niveau de la transparence, de la surveillance et des sanctions. “Il y a des hauts et des bas depuis la création de la certification”, constate Harjinder Kler, responsable du développement durable à l’ONG Hutan. “Même s’il y a encore du chemin à parcourir, le respect des droits de l’homme s’est nettement amélioré.” Bénéfiques pour les travailleurs et l’environnement, les critères RSPO le sont aussi pour les producteurs certifiés, qui “voient leurs revenus augmenter”. “La demande pour de l’huile certifiée augmente en Europe, mais elle reste encore trop basse à mon goût”, ajoute Harjinder Kler. Le problème, c’est que les grosses compagnies n’achètent pas nécessairement RSPO car elles doivent payer un prix supérieur...”

Sur le Web

Un long format multimédia

Découvrez une version longue de ce reportage enrichi de photos et d’interviews vidéo sur le site www.lalibre.be

Ce reportage a été réalisé grâce au soutien du Fonds pour le journalisme.